

**MANIFESTATION SAMEDI 5 DECEMBRE  
14H STALINGRAD  
CHÔMAGE, PRECARITES, LICENCIEMENTS :  
REFROIDISSEMENT CLIMATIQUE !**

**La crise financière, et ses conséquences en chaîne sur l'économie réelle avec des taux de chômage qui explosent, des situations de précarité renforcées, des licenciements permanents, ont enfoncé la plupart des pays dans la récession.**

Les politiques nationales et internationales accouchent de souris pendant que des millions de personnes basculent dans la misère et que les forces capitalistes continuent à se gaver à coups de milliards.

Le Bureau International du Travail avance le nombre de 210 millions de chômeurs dans le monde fin 2009 et 1,4 milliards de pauvres (mois de 2 dollars par jour) en 2010.

En France, ce sont près de 4 millions de personnes au chômage ou en sous-emploi. Les licenciements économiques ont augmenté de 31,4 % en un an !

Pour certaines grandes firmes, le business continue et la crise est un prétexte à restructurations, avec des conséquences en cascade sur les entreprises sous-traitantes.

**La crise actuelle est celle d'un système bâti sur l'appropriation toujours plus grande par une petite minorité, de la richesse produite.**

**C'est avec ce système qu'il faut rompre. Briser les reins de la finance, pour mieux répartir les richesses, et appliquer des mesures d'urgence et structurelles, pour une véritable transformation sociale, voilà les enjeux.**

- Indemnisation de toutes les formes de chômage
- Augmentation des allocations chômage et des minima sociaux
- Indemnisation à 100 % du chômage partiel
- Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit
- Instauration d'un statut du salarié, financé par une nouvelle cotisation patronale, qui garantisse la continuité de rémunération et rende effective l'obligation de reclassement des salariés
- Arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique
- Une nouvelle réduction du temps de travail, sans baisse de salaires et avec embauches correspondantes
- Arrêt des privatisations et renforcement des services publics
- Limiter la libre circulation des capitaux et socialiser le secteur bancaire

**Ce ne sont pas les idées qui manquent, construisons le rapport de force  
nécessaire pour les imposer tous ensemble.**